

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Uribe-accepte-la-zone-demilitarisee-demandee-par-les-FARC>

Uribe accepte la zone démilitarisée demandée par les FARC.

- Les Cousins - Colombie -

Date de mise en ligne : vendredi 29 septembre 2006

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par l'Agence France-Presse

Bogota, le 28 septembre 2006

Le président colombien Alvaro Uribe a fait jeudi un premier pas en vue d'un accord humanitaire pour la libération des otages dont la Franco-Colombienne Ingrid Betancourt, en acceptant l'exigence des guérilleros des FARC de démilitariser deux municipalités.

« Il existe une volonté politique pour effectuer un retrait des troupes (gouvernementales) et s'asseoir pour négocier », a annoncé l'ancien ministre Alvaro Leyva, désigné par le président pour établir un contact avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, marxistes), la principale guérilla colombienne.

M. Leyva a ajouté qu'Alvaro Uribe retirerait les troupes des municipalités de Florida et de Pradera (sud-ouest-département du Valle del Cauca) qui seront déclarées « zone de rencontre » pendant 45 jours.

La décision présidentielle a été confirmée par le ministre de la Défense Juan Manuel Santos, affirmant qu'il s'agit d'une nouvelle « démonstration pour le pays et la guérilla de la volonté de parvenir à un accord humanitaire ».

Depuis des semaines, le chef de l'État se heurtait à une très forte résistance de l'armée à cette démilitarisation. « La décision a été prise il y a longtemps, mais l'armée a tout fait pour convaincre le président de renoncer à cette initiative », a révélé à l'AFP Carlos Lozano, le directeur d'un journal communiste impliqué dans les négociations.

« Les militaires activent le conflit dans cette région pour empêcher le gouvernement de retirer ses troupes », affirme l'ancien président Ernesto Samper (1994-98), qui a condamné les bombardements aériens des derniers jours.

« Si personne ne s'oppose à la démilitarisation, je ne vois pas pourquoi cette fois nous ne pourrions pas avancer », a déclaré à l'AFP M. Leyva. « Une fois que le gouvernement a pris la décision politique, l'étape suivante est d'adopter des mesures militaires », a-t-il ajouté.

La guérilla exige, comme préalable à toute négociation pour un échange humanitaire, la démilitarisation des deux municipalités, enclavées dans la cordillère centrale et constituant un couloir d'approvisionnement stratégique.

Les FARC réclament la libération de 500 guérilleros emprisonnés contre celle de 58 otages, des personnalités politiques et militaires dont trois Américains et la Franco-Colombienne Ingrid Betancourt, 44 ans, enlevée le 23 février 2002 alors qu'elle était candidate à l'élection présidentielle.

En mai 2003, M. Uribe, après l'exécution par les FARC de dix de leurs otages, a proposé à la France d'accueillir les rebelles détenus, mais les FARC ont exigé leur libération en Colombie.

Mme Yolanda Pulecio, la mère d'Ingrid Betancourt, a salué la décision de M. Uribe de démilitariser les deux municipalités, qui ravive l'espoir des familles d'otages de la guérilla. « Pour la première fois depuis longtemps, cette nouvelle nous remplit d'espoir », a-t-elle déclaré à l'AFP. « J'espère bientôt pouvoir retrouver ma fille », a-t-elle ajouté.

Depuis plus de quatre ans, le gouvernement et les FARC affirment vouloir négocier, s'efforçant de faire porter au camp adverse la responsabilité de l'échec d'un échange humanitaire en exigeant de nouvelles conditions.

Uribe accepte la zone démilitarisée demandée par les FARC.

Et certains diplomates européens redoutent qu'en dépit des effets d'annonce du président sur cette démilitarisation, des obstacles soient dressés sur la route d'un accord humanitaire.

Mercredi soir, le président a déjà lancé une mise en garde. « Il ne pourra s'agir d'une zone de refuge pour le crime, ni d'une récupération militaire d'un territoire pour le terrorisme. Ce doit être une zone de rencontre qui prouve aux Colombiens et à la communauté internationale qu'il existe une volonté de parvenir à la paix », a-t-il dit.

La France, la Suisse et l'Espagne avaient proposé le 13 décembre la création d'une zone démilitarisée sous contrôle international pour négocier l'échange, mais les FARC avaient repoussé la proposition, estimant pour des raisons de sécurité qu'une zone démilitarisée de 180 kilomètres carrés serait trop petite.

La démilitarisation totale des communes de Florida et de Pradera concerne 850 kilomètres carrés de territoire.

Prudence du comité de soutien français à Ingrid Betancourt

Par l'Agence France-Presse

Paris, le 28 septembre 2006.

Le comité de soutien en France à l'otage Ingrid Betancourt a réagi jeudi avec prudence à l'annonce du gouvernement colombien d'accepter de démilitariser deux municipalités du sud-ouest du pays, comme l'exigeait la guérilla des FARC pour négocier un échange humanitaire.

« Face à cette nouvelle, la prudence s'impose », a déclaré le comité dans un communiqué.

« Tout d'abord car dans les municipalités en question, les combats entre les FARC et l'armée colombienne ont atteint leur paroxysme » mercredi, et continuaient jeudi, selon ce texte.

Des sources gouvernementales colombiennes ont indiqué que le président Alvaro Uribe avait accepté la démilitarisation des municipalités de Pradera et Florida (sud-ouest).

« Par ailleurs, nous considérons que cela sera une très bonne nouvelle quand Alvaro Uribe, en personne, annoncera la démilitarisation totale des communes de Florida et Pradera (soit 850 km²) et engagera devant la Colombie entière, sa volonté de négocier la libération des otages », poursuit le communiqué.

« Uniquement à partir de ce moment-là, il sera envisageable de faire part de notre espoir », poursuit-il.

La guérilla marxiste des FARC réclame la libération de 500 guérilleros emprisonnés contre celle de 58 otages, des personnalités politiques et militaires dont trois Américains et Ingrid Betancourt, 44 ans, ex-candidate à l'élection présidentielle enlevée le 23 février 2002.

Le comité de soutien espère aussi que si M. Uribe annonce effectivement une démilitarisation, les FARC ne trouveront pas « un faux prétexte pour éviter de négocier » et qu'ils accepteront « de s'engager pour un accord humanitaire, à leur tour ».

Uribe accepte la zone démilitarisée demandée par les FARC.

Le comité rappelle que, outre Mme Betancourt et sa collaboratrice Clara Rojas, « plus de 4000 otages croupissent dans la jungle colombienne ».